

**Conférence de Presse animée par David Brown
Conseiller Spécial des États-Unis pour la Centrafrique
Au Centre Culturel Martin Luther King, Ambassade des États-Unis
le Mercredi 30 Octobre 2013 à 15h30**

Visite du Premier Ministre Tiangaye aux États-Unis, du 21 au 27 septembre

La visite du Premier Ministre Nicolas Tiangaye aux États-Unis entre le 21 et 27 septembre 21-27 était un grand succès. J'ai eu l'occasion de dîner avec lui alors qu'il était à Washington et faire sa connaissance sur le plan personnel dans une atmosphère très relax et convivial. J'ai également accueilli le Premier Ministre au Département d'État alors que lui et sa délégation ont visité notre siège. En plus de rencontrer des hauts fonctionnaires de notre ministère des affaires étrangères, il a également présidé à une table ronde avec des représentants de plusieurs agences du gouvernement américain dont l'USAID. Il a également visité une ONG américaine, le National Democratic Institute, NDI, qui avait fourni d'assistance technique aux Centrafricains lors des élections précédentes chez vous. Au NDI, il a également rencontré plusieurs membres de la société civile américaine.

À Washington, le premier ministre a également eu plusieurs réunions avec des membres du Congrès américain. Il me semble qu'il y a une prise de conscience croissante au sein de notre Congrès de la tragédie qui est en train de se dérouler en République centrafricaine. J'ai participé la semaine dernière à un briefing sur la situation actuelle en RCA avec le staff professionnel de la Chambre des Représentants et je le ferai plus tard cette semaine avec leurs homologues de notre Sénat.

Le Premier ministre Tiangaye a également eu plusieurs réunions à New York pendant l'Assemblée générale de l'ONU, où il a fait un discours devant l'Assemblée au nom de votre nation. A New York, j'ai eu aussi le privilège d'assister à un événement parallèle le 25 septembre, consacré à la République centrafricaine, et coparrainé par les Nations Unies, l'Union Européenne et la France. Était présent le Ministre des affaires étrangères de France, Laurent Fabius qui, comme vous le savez, a également visité Bangui au début d'octobre. Sa visite était un autre exemple de l'attention grandissante de la communauté internationale sur la crise actuelle en République centrafricaine.

Perspectives de progrès lors de la 3ème réunion du Groupe de contact international le 8 novembre

La troisième réunion du Groupe International de Contact le 8 novembre prochain à Bangui pourrait être très importante pour l'avenir de votre pays. Ce groupe de contact joue un rôle important et est reconnu, dans les accords de Libreville de janvier et la Déclaration de N'Djamena d'avril, en tant que forum essentiel pour les relations entre le gouvernement de la République centrafricaine et la communauté internationale.

Je ne présume pas parler pour l'ensemble du groupe qui comprend, les Nations Unies, l'Union Africaine, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), et différentes nations d'Afrique et du reste du monde. Néanmoins, je crois sincèrement qu'avec la flexibilité de tous les côtés, il sera possible lors de cette réunion à parvenir à un accord global entre le Gouvernement et la communauté internationale sur certaines questions clés sur le futur de la RCA. Pour nous, les éléments essentiels de tout accord global comprennent la collaboration étroite entre le gouvernement et la MISCA, une feuille de route pour les élections, un programme de DDR (désarmement, démobilisation, et de réinsertion), et un accord sur l'assistance aux finances publiques.

Mission MISCA de maintien de la paix

MISCA jouera un rôle crucial en aidant le gouvernement à stabiliser la situation en matière de sécurité et de restaurer l'autorité et les services de l'État dans l'ensemble du territoire de la République centrafricaine. Cette stabilisation est considérée comme une condition préalable à l'expansion des programmes humanitaires qui ont été, jusqu'ici, empêchés de fournir de l'aide dans l'ensemble de la RCA en raison des risques sécuritaires. La sécurité est également nécessaire si les élections libres, justes et crédibles doivent avoir lieu avant ou en février 2015.

MISCA est actuellement dans les étapes finales de transfert d'une mission dirigée par la CEEAC à une dirigée par l'Union africaine. Bien que certaines voix aient appelé à sa transformation imminente en mission dirigée par l'ONU, nous préférons une mission menée par l'UA comme mécanisme le plus efficace, car elle pourrait se déployer plus rapidement, agir avec plus de force (et donc être plus efficace dans les cas d'imposition de la paix), et portera une solution africaine à un problème africain, contribuant ainsi également à renforcer les capacités à long terme de maintien de la paix sur le continent africain.

Nous comprenons que la France étudie également ses options pour une modification de la mission de ces 410 soldats actuellement à l'aéroport de Bangui. Ce changement permettrait également à renforcer la MISCA et être bon pour la RCA.

Les élections en février 2015

La Déclaration de N'Djamena exige des élections dans un délai de 18 mois et la Charte nationale de transition a d'ailleurs précisé que ce délai commencerait avec l'investiture du président de transition, qui a eu lieu le 18 août. Par conséquent, les élections présidentielles et législatives doivent avoir lieu pas plus tard que février 2015. Le ministre français des affaires étrangères Fabius a justement évoqué cette question lors d'une réunion ce mois-ci avec M. Michel Djotodia, le Premier ministre Tiangaye et le président du Conseil national de transition, Alexandre Nguende.

Pour sa part, la communauté internationale, comme en témoigne la résolution 2121 du Conseil de sécurité des Nations Unies, s'est également insisté sur les élections en février 2015. Ces élections, qui marqueront la fin de la période de transition politique et

le début d'une nouvelle ère en RCA, sera également un sujet de discussion à la réunion du Groupe international de contact à Bangui.

Réforme du secteur de la défense

Notre position sur le DDR est la même que celle exprimée au paragraphe 17 de la résolution de l'ONU du Conseil de sécurité 2121, qui a souligné la nécessité, et je cite, "de forces de sécurité centrafricaines professionnelles, équilibrées et représentatives. " Nous exhortons donc le gouvernement de la RCA, avec le soutien du BINUCA et MISCA, à développer et mettre en œuvre un plan visant à démobiliser les combattants Seleka et d'établir une nouvelle FACA, police et gendarmerie sur une base professionnelle, équilibrée et représentative de la nation entière.

Cela signifie que beaucoup des Seleka, qui ont commis de nombreuses exactions contre la population surtout chrétienne et des violations massives des droits de l'homme, devraient être exclus de tout recrutement pour la FACA, la police et la gendarmerie. Cela signifie aussi qu'une région donnée et un groupe ethnique donné ne devraient ni être surreprésentés ni sous-représentés dans l'armée et dans les forces de l'ordre. Nous pensons que le recrutement et la promotion selon des normes professionnels, la condition médicale, et l'intégrité de l'individu sont tous importants.

L'aide humanitaire et non humanitaire par les Etats-Unis et la communauté internationale

Un message que j'ai apporté à notre conférence de presse précédente en fin août et que je tiens à réitérer aujourd'hui est que la RCA n'a pas été oubliée par la communauté internationale. Heureusement, depuis notre dernière rencontre, il y a eu un certain nombre d'événements, y compris le voyage du Premier ministre aux Etats-Unis, ainsi que la visite du ministre français des affaires étrangères et des hauts fonctionnaires de l'ONU à Bangui, qui ont témoigné les préoccupations profondes ressenties par la communauté internationale à propos de la situation dans votre pays. Il y a eu de nombreuses exactions commises par Seleka depuis l'année dernière. En plus, les récentes tensions inter-religieuses, qui n'ont jamais existé par le passé en RCA, sont aussi dues indirectement aux abus commis par la Seleka.

Il peut parfois sembler comme si la communauté internationale n'a réagi que très lentement à la crise humanitaire, politique et économique en RCA. Cependant, nulle part la bonne volonté de la communauté internationale ne peut être plus évidente que dans le domaine humanitaire. Le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) coordonne les efforts d'aide internationale en RCA. OCHA a publié un rapport sur la situation le 25 octobre qui indique que la RCA a actuellement 395.000 personnes internes déplacées, 65.000 réfugiés, et 1 million de personnes exposées à l'insécurité alimentaire dans un pays où la population totale se situe au tour de 4,6 millions d'habitants. C'est sûrement une catastrophe humanitaire qui ne doit jamais être oubliée.

Pour sa part, le gouvernement américain a fourni plus de 24 millions de dollars en aide humanitaire à ce jour en 2013. Notre Ambassadeur auprès des Nations Unies, Samantha Power, a annoncé le 25 septembre à New York une nouvelle donation supplémentaire pour les réfugiés de 6,2 millions de dollars, et je comprends que les Etats- Unis vont probablement apporter une aide humanitaire encore plus importante en RCA en 2014.

Avec cela se terminent mes remarques. Je suis très heureux que vous soyez venu et je suis prêt à répondre à toutes vos questions.